

Déclaration relative au projet constitutionnel européen décidé par la conférence intergouvernementale

Nous – professeurs d’universités et membres d’instituts de recherche et d’études d’Europe – rejetons l’ébauche du projet de constitution européenne décidée par la conférence intergouvernementale. Nous appelons les parlements et citoyens des états membres à ne pas ratifier ce projet.

1. La nouvelle constitution ferait en sorte que les décisions politiques soient prises sans concertation avec les citoyens. Au lieu de concentrer l’action de l’Union Européenne sur ses véritables objectifs, définis pour elle et elle seule, cette nouvelle constitution enlèverait à ses états membres et à leurs régions de plus en plus de responsabilité.
2. Cette Constitution permettrait alors aux institutions européennes de densifier davantage encore la réglementation entre les états membres ; la compétitivité de l’Europe à l’échelle mondiale ne s’en verrait que désavantagée. L’économie européenne a besoin de dérégulations, et non de réglementations supplémentaires.
3. En centralisant les décisions politiques, cette constitution donne davantage de poids à l’Etat aux dépens des citoyens et ne respecte pas les différences internationales en matière d’attentes et de besoins des citoyens. Afin de mieux contrôler cette dynamique de centralisation européenne, nous avons besoin d’institutions qui ne s’intéressent pas, dans leur propre intérêt, à la centralisation de l’Europe.
4. La tâche première d’une constitution est de définir les règles principales de l’ordre public dans le souci du bien être de ses citoyens et de protéger ces derniers contre tout libre arbitre. Dès lors, ce projet de constitution européenne apparaît trop complexe et confus pour répondre à cet objectif. Il en va notamment des questions élémentaires concernant tant la perception -ou non- d’impôts par l’Union que la charte des droits fondamentaux.

Nous ne nions certes pas le fait que ce projet comprenne malgré tout, quelques éléments positifs. Ils restent cependant trop minoritaires. Nous regrettons que ce projet amplifie la distance entre les citoyens et les personnes, qui, en leur nom, agissent et détiennent le pouvoir. C’est pour toutes ces raisons que nous jugeons inopportun de le ratifier.

Cette déclaration a été signée suite à l’appel du Groupe Constitutionnel Européen par plus de 100 professeurs d’universités et des membres d’instituts de tous les pays d’Europe.

SIGNATAIRES

Mark Baimbridge, Senior Lecturer in Economics, University of Bradford
Prof. Norman Barry, sciences politiques, University of Buckingham, London
John Blundell, Director General, Institute of Economic Affairs, London
Prof. Peter Bohley, économie politique, Universität Zürich
Prof. Philip Booth, Editorial Director, Institute of Economic Affairs, London
Prof. Boudewijn Bouckaert, droit, Katholieke Universiteit te Leuven, Visiting professor Harvard Law School
PD Dr. Hardy Bouillon, philosophie, Universität Trier
Keith Boyfield, Keith Boyfield Associates, London
Prof. Gérard Bramoullé, économie politique, Université Aix-Marseille
Prof. Enrico Colombatto, économie politique, Università di Torino
Prof. Tim Congdon, économie politique, Cardiff Business School
Prof. David Conway, Senior Research Fellow, Civitas, London
Prof. Victoria Curzon-Price, économie politique, Université de Genève
Dr. Gert Dahlmans, conseiller au président, Zeppelin Universität Friedrichshafen
Prof. Jan W. van Deth, sciences politiques, Universität Mannheim
Dr. Hugo Dicke, Institut für Weltwirtschaft, Kiel
Prof. Jürgen B. Donges, économie politique, Universität Köln
Ondrej Dostal, directeur, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava
Prof. Kevin Dowd, Nottingham University Business School
Prof. Reinhard Eichenberger, économie politique, Université de Fribourg
Prof. Norbert Eickhoff, économie politique, Universität Potsdam
Prof. Gisela Färber, économie politique, Deutsche Hochschule für Verwaltung, Speyer
Prof. Ulrich Fehl, économie politique, Universität Marburg
Prof. Lars Feld, économie politique, Universität Marburg
Prof. Anthony Flew, philosophie, University of Reading
Prof. Cay Folkers, économie politique, Universität Bochum
Prof. Vincente Font Pascual, IESE, Universidad de Navarra
Prof. James Foreman-Peck, Professor of Welsh Economic Research, Cardiff Business School
Prof. Hans-Hermann Francke, économie politique, Universität Freiburg
Prof. Andreas Freytag, économie politique, Universität Jena
Prof. Clemens Fuest, économie politique, Universität Köln
Prof. Otto Gandenberger, économie politique, Universität München
Prof. Carlos Garcia Pont, IESE Business School, Universidad de Navarra
Prof. Nuno Garoupa, professeur associé, économie politique, Nouvelle Université, Lisboa
Prof. Carlo Giannone, Siena delle Finanze, Università de Samnio
Prof. Herbert Giersch, président en retraite, Institut für Weltwirtschaft, Universität Kiel
Peter Gonda, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava
Dr. David G. Green, directeur, Civitas, London
Prof. Hans Peter Grüner, économie politique, Universität Mannheim
Prof. Gerd Habermann, économie politique, Universität Potsdam
Martin Hanus, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava
Lord Harris of High Cross, directeur en retraite, Institute of Economic Affairs, London

Prof. Ernst Helmstädter, économie politique, Universität Münster
Prof. Klaus-Dirk Henke, économie politique, Technische Universität Berlin
Prof. Stefan Homburg, économie politique, Universität Hannover
Prof. Guido Hulsmann, économie politique, Université d'Angers
Prof. Helmut Karl, économie politique, Universität Bochum
Radovan Kazda, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava
Prof. Claus D. Kernig, sciences politiques, Universität Trier
Prof. Henning Klodt, Institut für Weltwirtschaft, Universität Kiel
Prof. Günter Knieps, économie politique, Universität Freiburg
Dr. Oliver Knipping, président, Institut für Unternehmerische Freiheit, Berlin
Prof. Ulrich Koester, économie agricole, Universität Kiel
Prof. Horst Kurth, statistique et économie, Universität Kassel
Prof. Hans Albin Larsson, histoire, Hogskolan Jonkoping
Ruth Lea, directeur, Centre for Policy Studies, London
Prof. Bertrand Lemennicier-Bucquet, économie politique, Université de Paris II
Panthéon-Assas
Prof. Hans Otto Lenel, économie politique, Universität Mainz
Prof. Jonas Ljungberg, professeur associé, histoire économique, Hogskolan Lund
Prof. Helga Luckenbach, économie politique, Universität Giessen
Dr. Petr Mach, directeur, Centrum pro ekonomiku u politiku, Prague
Prof. Karl Meessen, droit, Universität Jena
Prof. Maria Mies, sociologie, Universität Köln
Prof. Patrick Minford, économie politique, Cardiff Business School
Prof. Kenneth Minogue, sciences politiques, University of London (L.S.E.)
Prof. Hans G. Monissen, économie politique, Universität Würzburg
Prof. Dennis C. Mueller, économie politique, Universität Wien
Prof. Hans H. Nachtkamp, économie politique, Universität Mannheim
Prof. Peter Oberender, économie politique, Universität Bayreuth
Dr. Peter Osusky, vice-recteur, Comenius University of Bratislava
Lord Pearson of Rannoch, Global Britain, London
Prof. Gerard Radnitzky, philosophie, Universität Trier
Prof. Ivar Raig, Audentes Université de Tallinn, directeur, Institut d'Etudes
Euroéennes et Centre Europe Libre
Prof. Rudolf Richter, économie politique, Universität des Saarlandes
Prof. Carlos Rodriguez Braun, Universidad Complutense, Madrid
Dalibor Rohac, Institute pour une Société Libre, Bratislava
Prof. Jean-Jacques Rosa, économie politique, Institut d'Etudes Politiques, Paris
Prof. Juan Roure, IESE Business School, Universidad de Navarra
Prof. Hans H. Rupp, droit, Universität Mainz
Prof. Karlhans Sauernheimer, économie politique, Universität München
Prof. Wolf Schäfer, économie politique, Helmut-Schmidt-Universität
Hamburg
Prof. Wolfgang Scherf, économie politique, Universität Giessen
Prof. Jürgen Schröder, économie politique, Universität Mannheim
Prof. Alfred Schüller, économie politique, Universität Marburg
Prof. Pedro Schwartz, économie politique, Uni San Pablo-CEU, Madrid
Prof. Gerhard Schwödauer, économie politique, Universität Magdeburg
Prof. Friedrich L. Sell, économie politique, Bundeswehrhochschule München
Prof. Jürgen Siebke, économie politique, Universität Heidelberg
Prof. Theodor Siegel, économie d'entreprise, Humboldt Universität Berlin
Dusan Sloboda, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava

Prof. Karl Socher, économie politique, Universität Innsbruck
Prof. Huerta de Soto, économie politique, Universidad Rey Juan Carlos, Madrid
Gabriel Stein, directeur, Lombard Street Research Ltd., London
Prof. Matthias Storme, droit, Katholieke Universiteit te Leuven
Prof. Manfred E. Streit, Max Planck Institut zur Erforschung von
Wirtschaftssystemen, Jena
Dr. Janez Sustersic, Institut d'Analyse Macroéconomique et de Développement,
Ljubljana
Sascha Tamm, Liberales Institut, Friedrich Naumann Stiftung, Potsdam
Richard Teather, Senior Lecturer in Tax Law, Bournemouth University
Prof. Rafael Termes, IESE Business School, Universidad de Navarra
Prof. Georg Tolkemitt, économie politique, Universität Hamburg
Prof. Harald Uhlig, économie politique, Humboldt Universität Berlin
Prof. Victor Vanberg, économie politique, Universität Freiburg
Prof. Harrie A.A. Verbon, économie politique, Universiteit Tilburg
Prof. Stefan Voigt, économie politique, Universität Kassel
Prof. Casper de Vries, économie politique, Erasmus Universität, Rotterdam
Prof. Christian Watrin, économie politique, Universität Köln
Prof. Rolf Weder, économie politique, Europa-Institut et Universität Basel
Prof. Erich Weede, sociologie, Universität Bonn
Dr. Horst Werner, Liberales Institut, Friedrich-Naumann-Stiftung, Potsdam
Prof. Franz-Ulrich Willeke, économie politique, Universität Heidelberg
Prof. Hans Willgerodt, économie politique, Universität Köln
Prof. Artur Woll, économie politique, Universität Siegen
Prof. Peter Zajac, Institut conservateur de M.R. Stefanik, Bratislava
Prof. Michael Zöller, sciences politiques et sociologie, Universität Bayreuth
Prof. Peter Zweifel, économie politique, Universität Zürich
Par appel du Groupe Constitutionnel Européen :
Prof. Peter Bernholz, économie politique, Universität Basel
Prof. Charles B. Blankart, économie politique, Humboldt Universität Berlin
Prof. Francisco Cabrillo, économie politique, Universidad Complutense, Madrid
Prof. Jean-Pierre Centi, Centre d'Analyse Economique, Aix-en-Provence
Dr. Detmar Doering, directeur, Liberales Institut, Friedrich Naumann Stiftung, Potsdam
Dr. habil. Lüder Gerken, directeur, Hayek Stiftung, Freiburg
Prof. Christian Kirchner, droit, Humboldt Universität Berlin
Dr. Elena Leontjeva, fondatrice et directrice, Institut Lituanien pour le Marché
libre, Vilnius
Prof. Angelo M. Petroni, philosophie, Università de Bologna
Prof. Joachim Rückert, droit, Universität Frankfurt
Prof. Pascal Salin, économie politique, Université de Paris 9 Dauphine
Prof. Friedrich Schneider, économie politique, Johannes Kepler Universität Linz
Dr. Jiri Schwarz, président, Institut Libéral, Praha
Peter Stein, CEO, Stein Brothers AB, Stockholm
Prof. Roland Vaubel, économie politique, Universität Mannheim
Frank Vibert, directeur, European Policy Forum, London
Prof. Jan Winiecki, président, Société Polonaise d'Economistes (TEP)